

# NEWSLETTER INNOVATION

Mouvement  
des **Entreprises**  
de France 

Newsletter #39 – Décembre 2025

**Projet de loi de finances : « Ne sacrifions pas la recherche et l'avenir de la France »** Plus d'informations [ici](#)

Huit anciens ministres chargés de la Recherche s'inquiètent des débats budgétaires actuels, qui constituent un recul de vingt ans dans la recherche scientifique. Alors que les Etats-Unis et la Chine investissent massivement, la France préfère gérer la pénurie plutôt que préparer l'avenir, regrettent-ils. La rigueur budgétaire est nécessaire, mais certains choix d'économies engagent tellement l'avenir qu'y consentir relèverait de l'aveuglement. La recherche scientifique n'est ni un luxe ni un poste accessoire : elle constitue un investissement stratégique pour affronter les défis d'aujourd'hui et de demain.

**L'Académie des sciences appelle à un changement de cap pour le projet de financement de la recherche française** Plus d'informations [ici](#)

Dans un courrier adressé le 9 décembre à l'ensemble des parlementaires, l'Académie des sciences s'alarme des prévisions budgétaires préoccupantes pour la recherche en 2026. Elle appelle à un changement de cap, rappelant que la recherche et l'enseignement supérieur doivent être reconnus pour ce qu'ils sont : des investissements stratégiques pour le futur de la Nation, et non des variables d'ajustement budgétaires.

**OPINION. « La recherche partenariale, un levier puissant face à nos crises ! »** Plus d'informations [ici](#)

Face aux crises stratégique, économique, sociale et environnementale, la France et l'Europe doivent retrouver foi en leur capacité de progrès. Clarisse Angelier, Déléguée Générale de l'ANRT, plaide pour une relance fondée sur la recherche partenariale. La France et l'Europe sont confrontées à quatre crises majeures - stratégique, économique, sociale et environnementale - qui nous obligent à repenser notre stratégie globale pour maintenir notre modèle social. Face à l'ampleur des défis, il ne s'agit plus tant d'adapter nos technologies ou nos organisations que de croire encore au progrès pour faire avancer nos sociétés. Une ambition que porte la recherche partenariale, levier essentiel pour transformer nos contraintes en moteurs d'avenir et relancer durablement notre compétitivité.

**« On parle d'outils qui font tourner l'économie réelle » : la revanche des logiciels d'entreprise, piliers de la French Tech** Plus d'informations [ici](#)

Pennylane et Brevo, deux pépites de la French Tech, se distinguent en atteignant des seuils financiers majeurs. Des succès qui illustrent la résilience des logiciels d'entreprise dans un contexte économique tendu. Un nouveau centaure et une nouvelle licorne. La fin d'année est dense pour la French Tech. D'un côté, Pennylane (logiciel de comptabilité pour les entreprises) annonce, en cinq ans, avoir atteint les 100 millions d'euros de revenus annuels récurrents (« ARR », métrique phare dans le logiciel) et entrer dans le petit club des « centaures ».

**France 2030 : la liste des 15 "projets de recherche stratégiques" portés par les agences de programmes des ONR** Plus d'informations [ici](#)

Le ministère de l'ESR et de l'Espace et le SGPI annoncent la liste des 15 "projets de recherche stratégiques" portés par les agences de programmes des organismes de recherche et financés à hauteur de 300 M€ dans le cadre de France 2030, vendredi 28 novembre 2025. Ils visent à "accélérer la recherche scientifique et technologique dans quelques champs

prioritaires" comme la santé, la biodiversité, l'énergie décarbonée ou les technologies souveraines. Les financements alloués à chaque programme ne sont pas précisés à ce stade.

### **Il n'y a jamais eu autant de nouveaux startupeurs en Europe** Plus d'informations [ici](#)

Le rapport d'Atomico, fonds de capital-risque britannique, pointe que le nombre d'entrepreneurs de start-up sur le Vieux Continent a fait un bond de 55 % entre 2023 et 2025. L'Asie connaît une progression similaire. Le Vieux Continent est-il si vieux ? Pas forcément, à en croire les derniers chiffres publiés par le vaste rapport annuel d'Atomico, un fonds de capital-risque britannique. Selon les données récoltées par ce dernier, plus de 27.700 entrepreneurs ont créé des start-up en Europe cette année. Un record. C'est une hausse de 55 % par rapport à 2023.

### **CIR : procédures de sécurisation** Plus d'informations [ici](#)

Une entreprise, pour s'assurer de l'éligibilité de tout projet de R&D, peut demander à l'administration son avis. A cette fin, elle adresse sa demande par courrier à l'administration fiscale dont elle dépend. Qu'est-ce que le rescrit ? Le rescrit fiscal est une réponse de l'administration sur l'appréciation d'une situation de fait au regard d'un texte fiscal. Cette procédure ouverte à tous concerne tous les impôts. Le rescrit « crédit d'impôt recherche » est une procédure fiscale de rescrit spécifique par laquelle une personne physique ou morale demande à l'administration si son projet de dépenses de recherches est éligible au bénéfice des dispositions de l'article 244 quater B du CGI selon les modalités suivantes.

### **L'argent de France 2030, c'est comme la confiture : moins on en a, plus on l'étale** Plus d'informations [ici](#)

Le projet de loi de fin de gestion 2025, publié au Journal officiel du 9 décembre, consacre une annulation de presque 1,6 milliard d'euros de crédits de paiement pour la mission France 2030. Le gouvernement a justifié cette coupe comme étant « dimensionnée en tenant compte de la trésorerie disponible au sein des principaux opérateurs » de France 2030. Ces ajustements du PLF 2025 viennent s'ajouter à une précédente annulation de 225 millions d'euros de crédits de paiement décidée en avril. Ces annulations de crédits font ainsi de l'année 2025 celle d'un recul sans précédent des investissements de France 2030, car le PLF 2025 avait déjà entériné 2,4 milliards d'euros de coupes dans l'enveloppe de France 2030. Plus tôt cette année, le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), qui pilote France 2030, a reconnu qu'il serait contraint d'étaler les fonds de France 2030 sur quelques années supplémentaires...

### **Les sénateurs approuvent une « année blanche » sur France 2030** Plus d'informations [ici](#)

L'amendement du rapporteur général du budget, Jean-François Husson (LR), proposant la « suspension, pour 2026, de l'attribution de toute nouvelle aide du plan France 2030 » a été adopté le 13 décembre, lors de l'examen en séance du projet de loi de finances (PLF) pour 2026. Il réduit les crédits de la mission d'un milliard d'euros. Une économie justifiée par la propension du gouvernement à « systématiquement surestim[er] les besoins de décaissements des opérateurs » et par le « défaut chronique d'information du Parlement » sur la reprogrammation des fonds. « Il faut être clair, nous ne pouvons pas réduire trop fortement ce financement et assumer une année blanche », a averti le ministre délégué à l'industrie, Sébastien Martin, qui s'est opposé à l'amendement. La proposition a également suscité la vive opposition de la gauche, mais aussi des groupes Lirt, RDSE et RDPI.

### **Le ministère de l'ESR et de l'Espace lance un réseau des ambassadeurs du doctorat** Plus d'informations [ici](#)

La Dgesip annonce sur LinkedIn, lundi 1er décembre 2025, le lancement par le ministère de l'ESR et de l'Espace d'un réseau des ambassadeurs du doctorat, au sein duquel figure notamment Sylvie Retailleau. Il s'agit de l'une des recommandations du rapport Pommier-Lazarus sur la reconnaissance du doctorat. Selon la Dgesip, cet "engagement collectif" a pour objectif de "mieux faire connaître la richesse des parcours et des compétences des docteurs". Ainsi, la mission de ces ambassadeurs "vise à contribuer à la reconnaissance du doctorat et à renforcer sa visibilité au sein de la société et des entreprises", poursuit-elle.

### **Les sénateurs trouvent un compromis avec le gouvernement pour prolonger partiellement le dispositif Jeune Entreprise innovante** Plus d'informations [ici](#)

Ce dispositif, dont bénéficient la plupart des start-up et qui ouvre droit à de nombreuses exonérations fiscales et sociales, arrive à expiration fin 2025. Alors que l'Assemblée l'avait renouvelé pour trois années supplémentaires, les sénateurs ne l'ont que partiellement reconduit. Un amendement du groupe Lirt prolonge bien de trois ans le dispositif, mais le

gouvernement a fait adopter un sous-amendement qui circonscrit cette prolongation aux seuls impôts locaux. Ainsi, les jeunes entreprises innovantes ne bénéficieront plus d'exonérations d'impôt sur les sociétés, mais seront toujours éligibles à des ristournes sur leurs taxes foncières et contributions économiques territoriales. Alors que la commission des finances du Sénat était défavorable au prolongement du dispositif, le sous-amendement du gouvernement a permis de rallier son rapporteur général, Jean-François Husson (LR), qui lui a donné un avis favorable en séance.

### **Bruxelles explore un système d'alerte pour ne pas perdre les start-up dans les secteurs industriels stratégiques** Plus d'informations [ici](#)

L'exécutif européen a indiqué dans sa nouvelle communication sur la sécurité économique, le mercredi 3 décembre, plancher sur un « projet pilote » afin « d'identifier les start-up dans les secteurs technologiques critiques vulnérables à des acquisitions étrangères hostiles ». Une réponse aux récents rachats par des acteurs chinois d'entreprises stratégiques clés du Vieux Continent, comme Nexperia aux Pays-Bas. Ce nouveau dispositif, qui devrait être au menu des futurs textes de la Commission sur les start-up en 2026, proposerait des solutions de substitution de financements européens publics, mais aussi privés.

### **Appel à candidatures Tech for Future jusqu'au 14 janvier 2026** Plus d'informations [ici](#)

Depuis 14 ans, Tech for Future met en lumière les startups qui transforment la France par l'innovation. Cette année encore, le plus grand concours d'innovations du pays repart en tournée à la rencontre de celles et ceux qui font bouger la tech ! Pendant deux mois, notre jury d'exception – journalistes de LA TRIBUNE et de BFM Business, rejoints par des experts issus de grands acteurs de l'écosystème (BNP Paribas, Bpifrance, Business France, Orange...) – sillonne les territoires pour découvrir les projets les plus audacieux et inspirants. Vous portez une innovation qui change la donne ? C'est le moment de candidater et de faire rayonner votre startup à l'échelle nationale. Rejoignez l'aventure Tech for Future et tentez de décrocher votre place parmi les innovations de l'année !

### **Le Parlement européen met un « paquet 28<sup>e</sup> régime » sous le sapin de la Commission** Plus d'informations [ici](#)

Contexte publie les amendements de compromis sur le rapport d'initiative du Parlement sur le « 28<sup>e</sup> régime » juridique pour les entreprises, négocié sous la houlette de René Repasi (S&D). Le compromis, qui sera soumis au vote de la commission affaires juridiques du Parlement européen jeudi 11 décembre, recommande à la Commission la présentation d'un « paquet de propositions législatives séparées » comme solution à la complexité juridique et politique de ce dossier. En son sein, une directive fondée sur les articles 50 et 114 du TFUE introduirait le nouveau statut juridique mutuellement reconnu (baptisé « Societas Europaea Unificata », S.EU) dans les législations nationales. Cette directive « contien[drait] un ensemble clairement défini d'éléments fondamentaux » de droit des entreprises, « sans préjudice du droit du travail et du droit social ».

### **Le projet du Parlement pour le « 28<sup>e</sup> régime » fait carton plein en commission Juri** Plus d'informations [ici](#)

C'est un compromis large – 18 voix en faveur, 4 contre et 1 abstention – qui a été adopté le 11 décembre, en session extraordinaire de la commission affaires juridiques du Parlement. Le rapporteur social-démocrate, René Repasi, a salué avant le vote un compromis « qui ne sacrifie pas son ambition sur la substance au profit d'une ambition sur la forme ». Le texte final propose en effet une directive d'harmonisation maximale plutôt qu'un règlement et se focalise sur le statut commun d'entreprise en préservant les règles fiscales ou de droit du travail nationales, dans le but d'éviter un blocage au Conseil. Le vote du rapport en plénière est prévu pour le mois de janvier, avant la présentation de la proposition législative de la Commission, attendue pour le mois de mars.

### **Surprise, surprise : l'Irlande ne veut pas laisser filer son veto sur le 28<sup>e</sup> régime** Plus d'informations [ici](#)

Dans une note informelle transmise aux autres États en amont du Conseil compétitivité du 8 décembre, et que Contexte publie, Dublin estime qu'un règlement constitue « la base juridique la plus efficace » pour le futur « 28<sup>e</sup> régime » juridique pour les entreprises. L'Irlande invoque le risque de « fragmentation supplémentaire » posé par une directive, la forme juridique préférée par le Parlement européen et la Commission. Cette dernière permettrait surtout d'éviter un vote à l'unanimité des États membres, et le très probable veto des États les plus souples en matière de droit et fiscalité des entreprises (dont l'Irlande), réticents à toute harmonisation européenne en la matière. L'Irlande recommande d'ailleurs de

« ne pas étendre » le 28<sup>e</sup> régime à des domaines comme « le droit du travail et la fiscalité » – une option pas exclue par la Commission...

### **Opportunités d'emploi cadre pour les docteurs dans les entreprises du secteur privé** Plus d'informations [ici](#)

Cette étude présente les opportunités d'emploi cadre à destination des docteurs dans le secteur privé au 1<sup>er</sup> semestre 2025. Les offres d'emploi adressées aux docteurs résistent mieux à la baisse générale du marché. Près de 4 offres sur 10 sont issues du secteur de l'ingénierie R&D et la même proportion concerne des offres ouvertes aux cadres débutants. Ces offres donnent à voir une importante part de CDD : 18 % vs 6 % dans l'ensemble des offres sur apec.fr. La proposition de salaire est supérieure à la moyenne, avec un salaire médian annuel de 45 000 € contre 43 000 € pour l'ensemble. La majorité des opportunités pour les docteurs se situent en Île-de-France (38 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes (14 %).

### **L'Agence nationale de la recherche craint le retour des « années noires »** Plus d'informations [ici](#)

Née dans la foulée du mouvement Sauvons la recherche, bâtie dans l'urgence et longtemps contestée, l'Agence nationale de la recherche (ANR) fête ses vingt ans dans une ambiance contrastée. Chaque année, pour des milliers de scientifiques, un même rituel se répète. En octobre, les chercheurs de toutes disciplines soumettent leurs projets pour obtenir des moyens financiers. L'hiver apporte un premier écrémage. Ceux qui passent ce cap détaillent leurs intentions au printemps, avant une seconde évaluation, par leurs pairs, mobilisés par milliers. En été, les lauréats sont dévoilés ; les premiers financements arrivent à l'automne. Les montants en jeu sont importants : environ 420.000 euros par projet en 2023-2024, sur trois à quatre ans.

### **Conseil "Compétitivité" (recherche et espace), 9 décembre 2025** Plus d'informations [ici](#)

Règlement du Conseil relatif à l'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen (EuroHPC). Les ministres ont souligné l'importance que revêtent les investissements européens dans des domaines technologiques clés et ont marqué leur accord à l'unanimité sur une modification du règlement qui fixe le cadre des activités de l'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen (entreprise commune EuroHPC). Cette modification permet de mettre en place des gigafabriques d'intelligence artificielle (IA) en Europe et de créer un pilier quantique spécifique dans les activités de l'entreprise commune EuroHPC. Les gigafabriques d'IA bénéficieront d'un soutien public et privé au moyen de partenariats public-privé associant, entre autres, les États membres et les parties prenantes du secteur.

### **Spécial territoires - Europe : comment le Portugal s'affirme en hub européen de l'innovation** Plus d'informations [ici](#)

La richesse du tissu d'entreprises, une culture de l'innovation partagée, la qualité de la coopération entre privé et public pour la formation des talents, sans oublier une stratégie d'attractivité ciblant les investisseurs internationaux... Autant d'atouts pour le Portugal, qui est plus que jamais un rôle modèle à l'échelle de l'Europe.

### **Recherche et industrie : « Fragiliser les instituts pour la transition énergétique serait une erreur stratégique majeure »** Plus d'informations [ici](#)

Créés il y a une dizaine d'années, les Instituts pour la transition énergétique (ITE) réunissent chercheurs et industriels pour accélérer le transfert technologique. Leur modèle fonctionne et ne doit pas être sacrifié sur l'autel des urgences budgétaires de court terme, plaignent Gérard Creuzet et Roch Drozdowski-Strehl, de l'Institut photovoltaïque d'Île-de-France.

### **Production de batteries : les industriels en France n'exploitent pas assez les avancées scientifiques françaises, dénonce un rapport du CNRS** Plus d'informations [ici](#)

370 brevets concernant les batteries ont été déposés en France depuis 2000. Mais dans ce domaine, le tissu industriel est bien plus développé en Chine et aux États-Unis, et ce sont souvent des sociétés étrangères qui en bénéficient. Les avancées scientifiques de la France sur la production de batteries ne sont pas toujours suivies par les industriels français. Elle se fait parfois doubler par l'Asie sur ses propres brevets, révèle une étude du CNRS publiée lundi 8 décembre, que France Inter (Nouvelle fenêtre) a pu consulter.

## **Path to innovation: an Economic Complexity analysis of technological perspectives in the EU** Plus d'informations [ici](#)

Over the past 25 years, the world has witnessed a significant surge in patenting activity, underscoring the crucial role of frontier technologies in driving economic growth and competitiveness. While the EU remains a leading global innovator, its competitive edge is under threat. To address this challenge, the EU must create a vibrant industrial ecosystem that nurtures innovation. Advanced Materials, with their potential to transform industries and enable breakthrough innovations, are a crucial component of this ecosystem, and offer a unique opportunity to strengthen the EU's economic growth, competitiveness, strategic autonomy, and digital and green transformation. This report is intended to lend support to the implementation of EU policies aimed at revitalising the EU economy – such as the forthcoming Advanced Materials Act – by identifying areas where Europe can enhance its technological leadership. The analysis is grounded in the Economic Complexity approach, which provides a framework to analyse the existing technological capabilities of the EU, and to identify untapped diversification opportunities for the Member States and their regions. The results of this report suggest that the EU leadership in many traditional technologies is threatened by rising innovation activities by its main competitors, mainly China and the US. To close its innovation gap, the EU can leverage its existing capabilities to enhance competitiveness in Advanced Materials, particularly in areas such as Biomaterials, Glass, and Cements.

## **Commissioner suggests 'fast-track access' to the ECF for selected Horizon Europe projects** Plus d'informations [ici](#)

EIC and collaborative research projects should have easy access to deployment funds, says Zaharieva. The European Commission is considering the creation of a "fast-track" mechanism that would give selected Horizon Europe projects easy access to the forthcoming European Competitiveness Fund (ECF). According to Ekaterina Zaharieva, the commissioner responsible for start-ups, research and innovation, this would target collaborative research projects in Pillar 2 of Horizon Europe and start-up teams supported by the European Innovation Council (EIC), part of Pillar 3 of Horizon Europe.

## **La Commission investit 14 milliards d'euros par l'intermédiaire d'Horizon Europe pour renforcer le leadership mondial en matière de recherche et d'innovation** Plus d'informations [ici](#)

La Commission européenne a adopté aujourd'hui le principal programme de travail d'Horizon Europe pour la période 2026-2027, un investissement de 14 milliards d'euros destiné à stimuler la recherche et l'innovation (R&I) dans l'ensemble des objectifs stratégiques de l'UE. Il s'agit notamment de parvenir à la neutralité climatique, de stimuler l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans la recherche et l'innovation et de garantir la résilience dans un monde en mutation rapide. Pour y parvenir, le programme introduit de nouveaux appels et thèmes interdisciplinaires qui stimuleront la décarbonation et l'utilisation de l'IA dans la recherche. Il élargit également l'initiative «Choisissez l'Europe» afin d'attirer les talents mondiaux et simplifie les demandes de financement et de participation au programme Horizon Europe.

## **ASPI's Critical Technology Tracker: 2025 updates and 10 new technologies** Plus d'informations [ici](#)

ASPI's Critical Technology Tracker now covers global research efforts into 74 technologies, giving policymakers, industry and partners the clearest, most current picture of the tech race for strategic advantage. This expanded scope adds 10 technologies identified through extensive consultation and review of Australia's critical technology strategies and those of its allies. The tracker measures not a country's overall strength in critical technologies but its research performance in them. It does so by focusing on high-impact research, the 10 percent most cited research papers. A country's five-year performance between 2020 and 2024 is taken as a lead indicator of its future science and technology capability.

## **La Commission européenne lance un partenariat européen pour les mondes virtuels** Plus d'informations [ici](#)

La Commission européenne a lancé le partenariat européen pour les mondes virtuels, qui réunit l'industrie, le monde universitaire, les organismes de recherche et les utilisateurs finaux afin de soutenir la recherche et l'innovation dans ce domaine. Ce partenariat est l'un des principaux résultats de la stratégie de l'UE sur le web 4.0 et les mondes virtuels. Il vise à positionner l'UE en tant que leader mondial des technologies des mondes virtuels. Le partenariat a été signé hier par la Commission et la Virtual Worlds Association, composée de 18 membres bailleurs de fonds. Ce partenariat intervient à un moment crucial : le marché mondial des mondes virtuels devrait passer de 27 milliards d'euros en 2022 à plus de 800 milliards d'euros d'ici à 2030.

## **L'observatoire de la Fintech publie « L'année de la Fintech 2025 »** Plus d'informations [ici](#)

Selon les résultats de l'étude présentés dans la publication « L'Année de la Fintech 2025 », plusieurs tendances majeures se dégagent à la fin novembre :

- un écosystème stable : la France compte 554 fintechs actives ayant déjà procédé à une levée de fonds, confirmant la maturité et la résilience du secteur,
- répartition des financements par métiers : parmi les neuf familles identifiées, l'investissement occupe la première place en 2025 avec 24 % des montants levés,
- les métiers BtoB, notamment la finance embarquée et la cybersécurité, continuent d'attirer les investisseurs (25 % des fonds levés), même si leur poids relatif diminue de moitié cette année,
- en cumul historique, l'assurtech demeure en tête avec 2,5 Md€, devant le paiement (1,8 Md€). Au total, les métiers BtoB ont capté 2,9 Md€ depuis les débuts de l'écosystème, une année contrastée pour les levées de fonds :
  - -22 % en montants levés en 2025 vs 2024,
  - 1,1 Md€ levés, contre 1,3 Md€ l'an dernier,
  - Un 2ème semestre faible (-67%) après un premier trimestre dynamique (+32%),
  - 12 Md€ au total levés depuis la naissance de l'écosystème,
  - 73 opérations en 2025, contre 101 en 2024,
  - 1 seul méga-deal, comme en 2023, contre 3 opérations >100 M€ en 2024.

## **EIC Forum publishes Position Paper on the future European Innovation Act** Plus d'informations [ici](#)

The European Innovation Council (EIC) Forum adopted its 'Position Paper and Wishlist for the European Innovation Act', contributing to the European Commission's preparations for a future European Innovation Act – a flagship initiative under the EU Startup and Scaleup Strategy. The Commission plans to propose the European Innovation Act in 2026, aiming to improve framework conditions for bringing innovative ideas to market. It will aim to address challenges in commercialising research results, strengthen collaboration between the industry and the academia, and improve access of innovative companies to procurements and infrastructures.

## **Horizon Europe : des associations d'universités européennes proposent des amendements sur le budget et les principes de base** Plus d'informations [ici](#)

Sept associations européennes d'universités publient conjointement, lundi 1er décembre 2025, une série d'amendements qu'elles souhaiteraient voir adopter dans le cadre des discussions sur le prochain programme-cadre de recherche et d'innovation Horizon Europe. Budget, base juridique du programme, articulation avec les autres instruments, principes fondamentaux etc., les associations souhaitent ainsi "renforcer la clarté, la cohérence et l'efficacité" du programme, afin qu'il "continue d'apporter une valeur ajoutée européenne maximale".

## **EU spending on R&D exceeded €403 billion in 2024** Plus d'informations [ici](#)

In 2024, the EU spent an estimated €403.1 billion on research & development (R&D), indicating a 3.6% increase from 2023 (€389.2 billion). Compared with 2014, R&D expenditure grew by 62.2% from €248.6 billion, showing a steady rise in the last decade. R&D intensity, defined as R&D expenditure as a percentage of GDP, remained stable at 2.2%, similar to previous years. Between 2014 and 2024, R&D intensity in the EU increased by 0.1 percentage points (pp). Between 2014 and 2024, R&D intensity increased in 19 EU countries, with the largest increases recorded in Belgium (+1.0 pp), Greece (+0.7 pp) and Estonia and Croatia (+0.6 pp each). In 2024, 6 EU countries registered an R&D intensity equal to or higher than 3%, the EU target set by the European Council for the EU. The highest R&D intensity was recorded in Sweden (3.6%), Belgium (3.4%), Austria (3.3%) and Finland (3.2%), followed by Germany (3.1%) and Denmark (3.0%).

---

Retrouvez toutes les newsletters et l'actualité du MEDEF sur les sujets d'innovation sur notre site [www.innover-en-france.fr](http://www.innover-en-france.fr) et page LinkedIn [MEDEF Numérique & Innovation](#).

Contact : Gérald Kénanian [gkenanian@medef.fr](mailto:gkenanian@medef.fr)